Election présidentielle du 21 avril 2002

OLIVIER BESANCENOT



27 ans, facteur

NOS VIES VALENT PLUS QUE LEURS PROFITS



Sciences Po / Fonds CEVIPOF

J'ai 27 ans, je suis facteur. Comme la majorité de la population, je gagne moins de 8 000 francs net (1 220 euros). Je ne suis pas un professionnel de la politique, mais un jeune travailleur. Je suis convaincu que c'est par l'action collective que nous pouvons, tous ensemble, jeunes, femmes, chômeurs, retraités, salariés, faire prévaloir nos intérêts.

À quelques jours de l'élection, beaucoup ne voient pas les différences entre les projets des deux principaux candidats. Il faut du neuf pour bousculer la vie politique. Mes propositions sont une vraie rupture avec les politiques menées par les gouvernements successifs.

Avec la mondialisation capitaliste, tout devient une marchandise. La loi du « tout profit », du « tout financier », s'impose à l'ensemble des activités humaines. Je suis de celles et ceux qui résistent et luttent pour un monde solidaire, qui l'ont manifesté lors de grands rassemblements, à Porto Alegre au Brésil, à Gênes ou à Barcelone.

Ceux qui nous gouvernent parlent parfois d'égalité sociale, sans jamais la traduire en actes. Au contraire, ils ont laissé les inégalités se creuser, la misère s'aggraver et les fortunes croître sans cesse. Ils ont laissé des empires, tel Vivendi, mettre la main sur des secteurs entiers de l'économie, de la distribution de l'eau jusqu'aux médias. Ils ont soutenu le traité de Maastricht. Au sommet des chefs d'Etat européens de Barcelone, ils viennent de ratifier la privatisation prochaine d'EDF, de GDF et de la Poste, ainsi que la remise en cause de la retraite à 60 ans.

Le Medef, l'organisation des patrons, veut imposer sa loi. Il dicte le programme de la droite et inspire celui de la gauche gouvernementale.

Nous avons tout à craindre de la droite, toujours présente pour démolir les droits sociaux. Son principal candidat, Chirac, cherche à se faire réélire après s'être soustrait à la justice durant sept ans.

Mais nous n'acceptons pas la politique menée, pendant cinq ans, par le gouvernement Jospin et les partis de la gauche plurielle. Ils ont privatisé les services publics, comme France Télécom, multiplié les cadeaux et subventions aux patrons. Ils n'ont pas augmenté les minima sociaux, ont laissé faire les licencieurs à Michelin, Danone ou Moulinex. Ils n'ont rien fait contre les pollueurs de TotalFinaElf, responsables du naufrage de l'*Erika* et de l'explosion de l'usine AZF à Toulouse.

Je suis candidat pour un changement radical,
une politique 100 % à gauche
qui privilégie la vie de millions de jeunes, de femmes, de salariés, plutôt que les profits d'une poignée de milliardaires.

- **L'emploi est le premier des droits.** On ne peut laisser aux patrons et actionnaires le droit de licencier à leur guise, de sinistrer des régions entières, pour augmenter leurs profits. Cela nécessite une loi d'**interdiction des licenciements collectifs.** Redonner un travail à tous exige une réelle réduction du temps de travail à 32 heures hebdomadaires, en obligeant l'État et le patronat à embaucher, contrairement à la loi Aubry qui a le plus souvent aggravé les conditions de travail.
- **Une autre répartition des richesses est possible.** Il est scandaleux de voir les grandes fortunes s'accroître encore lorsque des millions de personnes vivent avec les minima sociaux et le Smic, ou n'ont droit qu'à la précarité. Supprimer la TVA sur les produits de première nécessité ferait disparaître l'impôt le plus injuste.

Sciences Po / Fonds CEVIPOF

• **Il ne serait que justice d'augmenter l'ensemble des salaires, des retraites et des minima sociaux** de 230 euros (1 500 francs), personne ne devant vivre en dessous du Smic.

• **L'égalité entre hommes et femmes reste à conquérir.** Les femmes représentent 80 % des personnes qui vivent en dessous du seuil de pauvreté, 85 % des emplois à temps partiel. Elles ne bénéficient toujours pas de l'égalité salariale et professionnelle. De plus, elles doivent assumer l'essentiel des tâches ménagères et d'éducation.

• **Les services publics ne sont pas à vendre.** Ils sont une priorité. Ils doivent être aisément accessibles, couvrir tout le territoire, être étendus, y compris à l'échelle européenne. Les salariés, les usagers demandent, tout de suite, la création de 300 000 emplois dans les hôpitaux, les écoles, les transports. Il faut permettre l'accès gratuit à de nouveaux services indispensables, comme les transports de proximité ou un service public de crèches.

Stopper l'offensive libérale, Gagner de nouveaux droits : un autre monde est possible

• C'est aussi en renforçant les services publics qu'on pourra faire reculer la violence et retisser le lien social. **La réponse n'est pas le tout sécuritaire,** mais le combat contre les inégalités sociales, pour davantage d'écoles, d'éducateurs et de services sociaux. Développer la prévention et garantir une aide véritable aux victimes d'actes de violence : c'est le seul bon point de départ.

• **Il faut oser une politique basée sur l'égalité des droits** : un logement décent pour tous, la régularisation de tous les sans-papiers, le droit de vote pour les étrangers résidents.

• Osons également en finir avec l'hypocrisie, en **légalisant la consommation du cannabis** pratiquée par des millions d'usagers.

• Un droit fondamental, c'est la **garantie d'une retraite pleine et entière à 60 ans.** En réduisant le chômage, en donnant du travail à tous les jeunes, on augmentera le nombre de cotisants pour les retraites. Il n'est pas acceptable que les assureurs et autres spéculateurs puissent, à travers les fonds de pension, s'accaparer nos retraites pour les jouer à la bourse. Les salariés doivent avoir les mêmes droits à la retraite, qu'ils soient du privé ou du public : **retour aux 37,5 annuités pour tous.**

• **Préparer l'avenir, c'est respecter la jeunesse.** Les jeunes refusent les discriminations racistes, la précarité, les petits boulots, l'exploitation, le mépris de leurs droits syndicaux. Les jeunes apprentis doivent recevoir un vrai salaire. Ceux qui sont à la recherche du premier emploi, ceux qui poursuivent leurs études au lycée ou à l'université, doivent bénéficier **d'une allocation d'autonomie** de 700 euros par mois. Elle leur assurera un vrai droit à la formation, leur permettra de choisir leur indépendance, aidera les 20 % de jeunes qui vivent en dessous du seuil de pauvreté.

• **L'écologie est incompatible avec le libéralisme, elle est notre affaire à tous.** Ce sont d'abord les plus pauvres qui subissent toutes les pollutions. La protection de la nature, des hommes et des femmes, doit passer avant la course aux profits. La santé publique, une nourriture de qualité, la protection des populations et des salariés face aux risques industriels, une agriculture respectueuse des écosystèmes, c'est vital. Le principe de précaution exige un large débat public sur les organismes génétiquement modifiés (OGM) et l'interdiction de leur culture en plein champ. Avant que ne se produise un nouveau Tchernobyl, avant que nous ne soyons envahis de déchets radioactifs dangereux pour des générations, il est urgent de décider de sortir du nucléaire et d'investir dans les énergies renouvelables et non polluantes.

Sciences Po / Fonds CEVIPOF

Pour choisir notre avenir :

• remettre en cause le pouvoir absolu des banques et des multinationales, imposer la transparence de leurs comptes et empêcher leurs manipulations financières.

• prendre l'argent où il est, taxer les profits boursiers et les mouvements de capitaux, interdire les paradis fiscaux, augmenter l'impôt sur les grandes fortunes qui, à l'heure actuelle, ne rapporte pas plus que la redevance télé.

• cesser de gaspiller l'argent public en subventions au patronat, réduire le budget militaire, supprimer l'armement nucléaire qui coûte des milliards et menace l'humanité.

• donner le pouvoir à la population et aux salariés pour intervenir dans tous les domaines de la vie politique, sociale et économique. La démocratie ne doit pas s'incliner devant les marchés financiers, ni devant le pouvoir patronal dans l'entreprise. Contrôler et décider dans les quartiers, les communes, les régions, comme sur les lieux de travail, dans le pays comme à l'échelle européenne, voilà la vraie démocratie.

Mon combat est celui de la solidarité et de la justice entre les peuples, contre les guerres et la pauvreté. La France doit abolir la dette qui étrangle les pays pauvres. Elle doit en finir avec sa politique en Afrique, où elle soutient des dictatures et laisse ses multinationales, comme TotalFinaElf, faire la loi. Elle doit respecter le droit à l'autodétermination, en particulier dans les territoires et départements d'Outre-Mer et en Corse.

Mon combat est celui d'une Europe fondée sur la coopération des travailleurs et des peuples.

Pour celles et ceux qui hésitent ou sont tentés par l'abstention, pour les jeunes qui votent pour la première fois, pour les électeurs et les électrices socialistes, communistes, écologistes qui n'ont pas reconnu dans la politique du gouvernement leurs aspirations à un vrai changement, le vote pour ma candidature est un moyen de se faire entendre.

Tous ensemble nous sommes une force.
Rassemblons-nous autour d'une même conviction :

nos vies valent plus que leurs profits.

En votant pour ma candidature,
Vous rejetterez la droite de Chirac et l'extrême droite des Le Pen et Mégret.
Vous sanctionnerez à gauche le bilan du gouvernement Jospin et de ses partis.
Vous préparerez l'avenir.

Vous voterez pour un jeune, un travailleur qui partage avec vous les mêmes préoccupations, les mêmes espoirs.

Vu, le candidat

Le 21 avril,
Votez OLIVIER BESANCENOT

lcr : 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil-sous-Bois - www.olivierbesancenot.org

Impression : Rotographie, 93100 Montreuil-sous-Bois.

Sciences Po / Fonds CEVIPOF